



Europe Ecologie Nord-Pas de Calais
212, rue Gambetta - 59000 Lille
Tél. 03 20 31 64 56
www.nord-pas-de-calais.regions-europe-ecologie.fr

Madame Marie-Agnès YAMEUNDJEU
Président du Comité Régional
Secours Catholique
39, rue de Cambrai
59800 - Lille

Lille, le 9 mars 2010

Madame la Présidente,

C'est avec un réel intérêt que je réponds à votre « lettre ouverte aux candidats aux élections régionales » car elle me donne l'occasion de rappeler à quel point Europe Écologie est attaché à promouvoir une région solidaire et entend contribuer à la réduction des inégalités et à la lutte contre la pauvreté.

Cet enjeu s'inscrit en filigrane dans chacune de nos propositions. Notre volonté de redonner toute sa place à l'humain et de permettre à chacun d'accéder à l'autonomie dans un environnement préservé et porteur de bien-être suppose un changement de modèle et une autre façon de mettre en action les compétences du Conseil régional.

Je vous invite à prendre connaissance de l'ensemble de nos propositions en parcourant notre programme ci-joint.

Cependant, vous attirez mon attention sur 3 questions particulières que, comme vous, nous considérons comme essentielles et sur lesquelles au cour du mandat qui s'achève les élus Verts se sont mobilisés.

Concernant les déplacements, les élus Verts, pour certains aujourd'hui candidats d'Europe Ecologie, ont été à l'origine du tarif existant Solidari'TER qui offre 75 % de réduction. Celui-ci a en effet été suscité par le Groupe Technique Régional des Associations de Chômeurs créé et animé par Ginette VERBRUGGHE, Vice-Présidente (Verts) aux Partenariats Associatifs. A l'origine destiné aux chômeurs indemnisés, ce tarif a progressivement été étendu aux bénéficiaires du RMI puis du RSA (Revenu de Solidarité Active), aux stagiaires de la formation professionnelle, aux titulaires de Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, aux bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé et aux personnes Volontaires Civiles. Dans le cadre de nos partenariats associatifs, l'amélioration de ce tarif pourra être étudiée avec vous-même, comme vous le suggérez.

Pour un meilleur accès au TER, Europe Ecologie redéfinira les services dans les gares. En particulier, l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (personnes handicapées, âgées, chargées avec des poussettes) sera garantie par des aménagements ou du personnel. Nous proposons en particulier l'extension des comités de ligne à des comités d'usagers par gare et la création d'agences de mobilité dans les pôles d'échanges définis par les territoires. Rappelons que les comités de lignes et la concertation directe et pratique avec les usagers a été de l'initiative des Verts.

L'accueil et le conseil des personnes, et au premier chef de celles en difficulté, est donc un des axes concrets de la politique de transports d'Europe Ecologie.

Dans le même sens, Europe Ecologie engagera un pilotage dynamique du SMIRT, le syndicat de coordination des autorités organisatrices de transport, qui regroupe les intercommunalités responsables de transport urbain, les Départements, responsables du transport par autocars et le Conseil Régional pour le TER. Dans ce cadre, Europe Ecologie appuiera notamment la complémentarité des offres du TER et des autocars départementaux, aux plans des horaires, des tarifs et de l'information des usagers afin d'offrir un service de déplacement global aux usagers, engageant conjointement l'ensemble des institutions, quelles que soient leur compétences.

Rappelons également la participation des élus Verts à l'animation des journées TER-MER et TER-VERT (six week-ends pendant les vacances d'été) donnant accès à la mer ou à l'Avesnois pour un euro. Ces journées seront reconduites.

Enfin, au-delà du SMIRT, pour l'appropriation et la qualification de la politique de développement du TER, Europe Ecologie propose de réunir la Conférence Régionale des Transports, qui associera les membres du SMIRT à RFF, à la SNCF, aux acteurs économiques, aux organisations syndicales, aux usagers et aux associations telles que la vôtre.

Concernant les questions de formation permanente et professionnelle, les Verts et en particulier Florence Lecocq, Présidente de la Commission formation professionnelle et Apprentissage, ont agi pour que les personnes dites « de bas niveaux de qualification » bénéficient d'une offre de formation générale et professionnelle adaptée ainsi que d'une pédagogie et d'un accompagnement spécifiques permettant l'organisation de parcours individualisés.

Nous pensons que cet enjeu est majeur. Il s'agit en effet de faire en sorte que l'offre de formation réponde aux particularités des personnes tout en intégrant les évolutions des compétences professionnelles générées par la conversion écologique de l'économie que nous préconisons.

A cet égard, nous avons vivement encouragé la création, « d'un service public régional de formation permanente et professionnelle » afin notamment de redonner de la place à l'innovation pédagogique et sociale.

Par ailleurs, nous considérons que la maîtrise des savoirs fondamentaux parmi lesquels la maîtrise de la langue française par tous les habitants de la région doit être un objectif principal de l'éducation permanente. Nous nous mobiliserons pour que la lutte contre l'illettrisme soit réaffirmée comme essentielle et fasse l'objet d'un portage politique réel, c'est-à-dire disposant de moyens humains et financiers suffisants. Nous militons enfin pour que chaque personne étrangère, quelque soit son statut, puisse bénéficier d'une formation à la maîtrise du français, sésame indispensable à une réelle possibilité d'implication dans la vie socio-économique.

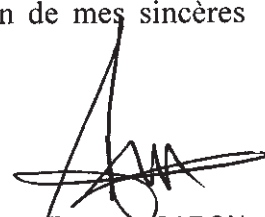
La construction d'une telle politique de formation doit être le fruit d'une concertation à la fois avec les spécialistes des questions de formation, les branches professionnelles, les structures associatives qui comme la vôtre accompagnent au quotidien les personnes en difficulté, mais aussi avec les habitants eux-mêmes.

Pour permettre l'organisation de cette concertation, nous envisageons « la création d'une instance régionale de débat public indépendante » (page 27 du programme) à qui nous confierons notamment l'organisation de débats publics territoriaux visant à accompagner et qualifier la mise en œuvre de nos propositions.

Enfin, vous me demandez comment nous comptons permettre l'accès des personnes en difficultés à la Culture. Nous sommes comme vous convaincus que la culture est un des principaux vecteurs du bien vivre ensemble et de l'épanouissement de chacun. Nous considérons que le mandat qui s'achève a accordé trop de place à la culture institutionnalisée ou marchande. C'est pourquoi, nous proposons la création d'espaces culturels, « des fabriques d'art et de culture » au plus près des habitants, gérés et animés par et pour les habitants.

J'espère que ces précisions quant à nos intentions et au programme d'Europe Écologie répondent à vos attentes. Soyez assurée, que quelle que soit l'issue de ces élections, nous serons heureux de vous rencontrer pour en discuter.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, en l'expression de mes sincères salutations.



Jean-François CARON
Tête de liste régionale
Europe Écologie Nord-Pas de Calais

Lille, le 17 février 2010

Conseil Régional Nord-Pas de Calais
Groupe des Verts

22 FEV. 2010

Courrier arrivé le



Lettre ouverte aux candidats aux élections régionales 2010 dans le Nord-Pas de Calais

Présidents des trois délégations diocésaines du Secours Catholique de Lille, Arras, et Cambrai, nous sommes très attentifs à vos projets. A l'écoute des personnes en difficultés, nos 3 280 bénévoles ont enregistré en 2009 une augmentation de 25% des personnes accueillies dans nos 187 permanences d'accueil. Sans compter les nombreuses personnes migrantes aidées par le Secours Catholique à Calais qui n'entrent pas dans nos statistiques, ce sont plus de 60 000 personnes que nous avons rencontrées et aidées en un an ; les 2/3 d'entre elles ont des enfants (familles monoparentales ou couples avec enfants).

La connaissance approfondie que nous avons des nombreuses difficultés qu'elles vivent au quotidien nous amène à vous demander quelles actions concrètes, dans les domaines de compétence de la Région, vous comptez mettre en œuvre

- pour désenclaver les territoires, qu'ils soient ruraux ou urbains comme la Sambre ou le Cambrésis ; ces personnes n'utilisant guère que les transports en commun, lorsque ceux-ci manquent, sont insuffisants ou inadaptés en termes d'horaires, elles se heurtent à un lourd handicap pour rechercher ou garder un emploi.
- pour permettre de se former et de se qualifier, sachant qu'elles sont loin de l'emploi et qu'elles ont besoin, pour la majorité d'entre elles, de véritables parcours de formation, partant d'une remise à niveau jusqu'à la préparation d'un diplôme de niveau V (CAP, DEAVS, AMP, assistante familiale...) et qu'elles ne peuvent assumer les frais de transports, de garde d'enfants et de restauration inhérents à ces formations car elles ne peuvent prétendre aux allocations chômage, elles n'ont en effet pas travaillé ou insuffisamment.
- pour leur permettre d'accéder à la culture, vecteur de socialisation, l'accès aux équipements culturels, notamment pour les enfants et les jeunes, favorisant la mixité sociale.

.../...

Certains que vous serez sensibles à ces questions, nous ne manquerons pas de diffuser les réponses que vous pourrez nous apporter sur notre site web www.secours-catholique.asso.fr et, si vous êtes élu, de solliciter un rendez-vous pour mieux nous connaître, pour échanger plus longuement sur les actions que vous conduirez et celles que le Secours Catholique mène pour ces personnes en difficultés.

Dans l'attente de vos réponses, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

La Présidente du Comité Régional,

Marie-Agnès YAMEUNDJEU



Gaston Vandecandelaere
Président diocésain de Lille
39 Rue de la Monnaie - 59800 LILLE

Marie-Véronique Devise
Présidente diocésaine d'Arras
14 BIS Rue Noël Trannin - 62005 ARRAS cedex

Marie-Agnès Yameundjeu
Présidente diocésaine de Cambrai
18 Rue du Petit Séminaire - 59402 CAMBRAI cedex